



## Conseil économique et social

Distr. générale  
28 septembre 2012  
Français  
Original : anglais

### Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire 2013

21-30 janvier et 8 février 2013

### Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

#### Note du Secrétaire général

#### Table des matières

	<i>Page</i>
1. Conseil universitaire pour le système des Nations Unies . . . . .	3
2. Fondation asiatique pour la prévention du crime . . . . .	4
3. Association chinoise pour la science et la technologie . . . . .	6
4. Eastern African Sub-Regional Support Initiative for the Advancement of Women . . . . .	7
5. Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie van Homoseksualiteit – COC Nederland . . . . .	9
6. Friends Society in Social Service . . . . .	11
7. Front Line : Fondation internationale pour la protection des défenseurs des droits humains . .	13
8. Geneva Social Observatory . . . . .	14
9. Global 2000 (2010) International . . . . .	16
10. Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition . . . . .	17
11. Global Hand . . . . .	19
12. Global Policy Forum . . . . .	21
13. Global Workers Justice Alliance . . . . .	23



14. Good Neighbors International. . . . .	25
15. Hope Worldwide . . . . .	27

## **1. Conseil universitaire pour le système des Nations Unies**

### **Statut consultatif général : 1996**

#### **Introduction**

Le Conseil universitaire pour le système des Nations Unies compte quatre bureaux de liaison (New York, Vienne, Genève et New Delhi) et des membres institutionnels ou individuels dans plus de 60 pays.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation s'attache à promouvoir l'innovation et l'excellence dans les enseignements sur les Nations Unies, les organisations internationales et la gouvernance mondiale, ainsi qu'à encourager un plus large dialogue entre les milieux universitaires et professionnels, au bénéfice des Nations Unies et de la bonne gouvernance mondiale.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Les réunions annuelles et les séminaires extraordinaires de l'organisation lui ont donné l'occasion d'organiser des ateliers spéciaux sur les évaluations des objectifs du Millénaire pour le développement, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), l'initiative « Unis dans l'action », le changement climatique, l'autonomisation des femmes rurales, la santé maternelle et juvénile et le VIH/sida, les petits États insulaires, les petites puissances, les énergies durables et vertes, ainsi que sur le Pacte mondial. Sur son site Internet, l'organisation a publié des podcasts sur les politiques de gestion des ressources humaines des Nations Unies, les questions juridiques concernant les petits États insulaires, la gouvernance environnementale mondiale, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et les droits de l'homme.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Le Directeur exécutif de l'organisation a rencontré le Secrétaire général à Ottawa, en tant que membre d'un groupe invité de représentants de la société civile canadienne, avant l'entretien de ce dernier avec le Premier ministre canadien. Il est également intervenu lors de la Foire au savoir des organismes appartenant au Groupe des Nations Unies pour le développement, tenue à Vienne, en septembre 2010. Le personnel du Secrétariat et des membres ont assisté à la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales (2009-2011) et à la réunion du Bureau du Pacte mondial au Canada. Les membres de l'organisation ont assisté à la deuxième réunion intersessions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (décembre 2011), au cinquième Dialogue de haut niveau sur le financement du développement, à la quatrième session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption (Marrakech, Maroc, octobre 2011), et à la cinquième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (Vienne, octobre 2010).

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Le Directeur exécutif de l'organisation est membre du comité d'examen des congés sabbatiques du Bureau de la gestion des ressources humaines du Secrétariat de l'ONU. En novembre 2011, l'organisation a publié sur son site Internet un entretien avec le Sous-Secrétaire général à la gestion des ressources humaines (voir [www.acuns.org](http://www.acuns.org)). Elle a diffusé un débat électronique sur le thème « Éducation : combler le fossé », à la demande du Chef du Service de la coopération et de la coordination interinstitutions du Conseil économique et social (Département des affaires économiques et sociales). L'organisation travaille régulièrement en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'initiative « Impact universitaire », et l'Université des Nations Unies (UNU), y compris ses bureaux régionaux (Institut de l'UNU pour l'eau, l'environnement et la santé et Institut de l'UNU sur les études comparatives d'intégration régionale).

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a soutenu le débat électronique sur le thème « Éducation : combler le fossé », à la demande du Département des affaires économiques et sociales, tel que précédemment mentionné, en diffusant les supports de travail aux quelque 3 000 destinataires que compte sa liste de diffusion de par le monde. Elle a coparrainé une initiative de l'un de ses membres : un concours de chanson pour les jeunes, dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

### **Renseignements complémentaires**

En coopération avec le Bureau de la gestion des ressources humaines, le Conseil universitaire pour le système des Nations Unies poursuit l'organisation, chaque année, de ses cours d'été sur les organisations internationales. Ce séminaire intensif d'une semaine accueille jusqu'à 10 jeunes fonctionnaires des Nations Unies et 10 jeunes boursiers par an. Le Conseil universitaire pour le système des Nations Unies organise désormais une conférence annuelle à Vienne en janvier, en coopération avec l'ONUDC, l'ONUDI, l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et d'autres services du Bureau des Nations Unies à Vienne.

## **2. Fondation asiatique pour la prévention du crime**

### **Statut consultatif général : 1991**

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Depuis 1992, la Fondation asiatique pour la prévention du crime organise des conférences mondiales dans différents pays du continent. Des colloques internationaux relatifs aux principales priorités de l'Organisation des Nations Unies, auxquelles fait écho le Congrès quinquennal des Nations Unies pour la prévention

du crime et la justice pénale, sont organisés parallèlement à ces conférences. Ainsi, la douzième conférence mondiale de la Fondation asiatique pour la prévention du crime, sur la prévention du crime et la justice pénale (Oulan-Bator, 26-28 août 2008), portait sur les mêmes thèmes que le douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (Salvador, Brésil, 12-19 avril 2010), et la Déclaration d'Oulan-Bator adoptée lors de cette conférence a été reproduite en tant que document du Conseil économique et social (déclaration de la Fondation asiatique pour la prévention du crime, E/CN.15/2009/NGO/2) distribué lors de la dix-huitième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, et en tant que document du douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (A/CONF.213/NGO/4).

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

La Fondation a assisté à toutes les sessions de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale tenues à Vienne de 2008 à 2011. Le représentant résident de la Fondation auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne l'a également représentée lors de nombreuses autres réunions des Nations Unies tenues à Vienne, telles que les sessions de la Commission des stupéfiants et les quatrième et cinquième sessions de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (2008 et 2010). Au siège des Nations Unies, la Fondation a été représentée par son représentant résident lors de nombreuses réunions des Nations Unies entre 2008 et 2011, notamment les sessions ordinaires de l'Assemblée générale et les réunions de ses deuxième, troisième et sixième commissions, les sessions extraordinaires de l'Assemblée générale, telles que la Table ronde interactive sur la crise financière mondiale (2008), et les sessions de fond et d'organisation du Conseil économique social et de ses commissions techniques, telles que la Commission du développement social et la Commission de la condition de la femme. Le représentant de la Fondation a également assisté à la Réunion régionale de l'Asie et du Pacifique, préparatoire au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (Bangkok, 1<sup>er</sup>-3 juillet 2009), et ses délégations de plusieurs pays ont assisté au Congrès. Les références de la déclaration écrite présentée au Congrès par la Fondation figurent dans la rubrique précédente.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Au cours de la période considérée, la Fondation n'a cessé de soutenir l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême Orient, en finançant une partie des dépenses des formations et séminaires internationaux ordinaires (trois sessions par an) organisés à son siège, à Tokyo, et en apportant un soutien financier à différents séminaires et projets menés à l'Institut et dans différents pays d'Asie et d'Afrique.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

La douzième conférence mondiale de la Fondation asiatique pour la prévention du crime a mis l'accent sur les principaux thèmes du douzième Congrès des Nations Unies, à savoir : les enfants, les jeunes et le crime; l'application efficace des principes directeurs des Nations Unies en matière de prévention du crime; ainsi que la prévention et l'éradication du terrorisme. En outre, les cours et séminaires de

l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême Orient (précité) ont porté sur les mesures efficaces de lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent, la cybercriminalité, la drogue, la traite des êtres humains et la criminalité transnationale organisée. Ces thèmes reflètent les efforts internationaux en matière de prévention de la criminalité et de justice criminelle en vue de la suppression des principaux obstacles à la réalisation de l'État de droit, du développement durable et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

### **3. Association chinoise pour la science et la technologie**

#### **Statut consultatif spécial : 2004**

##### **Changements à signaler**

L'organisation a tenu son huitième congrès national à Beijing, en mai 2011, lors duquel Han Qide a été élu Président et Chen Xi Vice-président exécutif et Secrétaire exécutif en chef.

##### **Contribution à des activités des Nations Unies**

La Division de l'administration publique et de la gestion du développement du Département des affaires économiques et sociales a reçu cinq rapports de l'organisation, dont deux ont été sélectionnés et présentés lors des conférences de l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement. Des séminaires internationaux sur les environnements ouverts de données et de connaissances pour les activités novatrices de recherche-développement et sur le programme de mise en œuvre 2008/2009 de l'Alliance mondiale visant à faciliter l'accès des pays en développement aux données scientifiques et l'application de ces données dans ces pays ont été organisés avec succès à Shanghai (Chine), en mai 2008.

##### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Au cours de la période considérée, l'Association chinoise pour la science et la technologie a assisté à 18 conférences organisées par/avec les Nations Unies, notamment la Conférence internationale sur le sida, le Congrès international sur le sida dans la région de l'Asie et du Pacifique et les sessions de l'Assemblée mondiale de la Santé. Deux réunions portant sur le sida et la santé publique en Chine ont été organisées en marge de chaque manifestation et l'Association a mené des programmes répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement.

L'organisation a envoyé des représentants à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et aux quatorzième, quinzième, seizième et dix-septième sessions de la Conférence des Parties à la Convention, et a organisé une manifestation parallèle lors de chaque session. Elle a également envoyé des représentants aux troisième, quatrième, cinquième et sixième réunions annuelles du Forum sur la gouvernance de l'Internet et organisé, parallèlement à chaque réunion, un atelier sur les environnements ouverts de connaissances.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Au cours de la période considérée, l'organisation a soumis sept rapports/documents au Réseau d'information en ligne des Nations Unies sur l'administration. Elle a également organisé les manifestations suivantes, en collaboration avec les organismes des Nations Unies : Congrès mondial 2009 sur les technologies de l'information et de la communication pour le développement (Beijing, 10-12 septembre 2009); Séminaire international sur l'accès aux données scientifiques et leur application aux objectifs du Millénaire pour le développement (Shanghai, octobre 2010); Conférence internationale sur l'histoire de la science chinoise et son interaction avec d'autres civilisations (Beijing, 10-11 novembre 2010).

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation s'est chargée des activités suivantes :

a) Septième Forum sur l'informatisation des villes dans la région Asie-Pacifique (Shanghai, mai 2008), organisé par l'Association chinoise pour la science et la technologie, afin de répondre à l'objectif 8.F des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Forum portait sur la coopération visant les bienfaits des nouvelles technologies, notamment des technologies de l'information et de la communication;

b) Séminaire international sur l'accès aux données scientifiques et leur application aux objectifs du Millénaire pour le développement (Shanghai, 2010);

c) Projet consistant à concevoir une plate-forme de partage d'informations et de données pour la recherche scientifique sur la pauvreté et la protection de l'environnement, à destination des membres du Science Council of Asia;

d) Programme de recherche conjoint sur la coopération internationale contribuant à sortir le Bassin du Mékong de la pauvreté, mené en 2009;

e) Différents types de formations en matière de prévention et de recherche dans le domaine du sida, menés par l'organisation en réponse à l'objectif 6 des objectifs du Millénaire pour le développement. Ce programme a permis la formation de plus de 30 000 personnes, y compris du personnel médical des zones reculées. De plus, des actions de sensibilisation à la prévention du VIH/sida ont été menées au moyen de la télévision, de la radio, des journaux et d'autres médias.

## **4. Eastern African Sub-Regional Support Initiative for the Advancement of Women**

### **Statut consultatif spécial : 2004**

#### **Introduction**

Il s'agit d'une organisation de la société civile infrarégionale composée d'individus engagés, d'organisations non gouvernementales (ONG), de coalitions et de réseaux mûs par la volonté de transformer les relations entre hommes et femmes dans le monde entier, et plus particulièrement en Afrique de l'Est. Elle a été créée en 1996 en tant qu'initiative pour le suivi de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing et de la Plate-forme d'action pour l'Afrique. Le Programme d'action de

Beijing, résultant de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes (en 1995), est le principal accord international encadrant les travaux de l'organisation. Il réaffirme les principes de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Le Programme d'action de Beijing a, à son tour, été confirmé par la Déclaration du Millénaire et les objectifs du Millénaire pour le développement, à savoir lutter contre la pauvreté, la faim, la maladie, l'analphabétisme et les disparités entre les sexes et mettre en place des partenariats pour le développement. Le mandat de l'organisation couvre huit pays d'Afrique de l'Est et de la corne de l'Afrique : Burundi, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Rwanda, Somalie, Ouganda et Tanzanie.

### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation se bat pour une société dans laquelle : les femmes disposent des mêmes droits que les hommes sur les plans politique, civil, économique et social, y compris en matière de sexualité et de procréation; les femmes ont accès au pouvoir et participent autant que les hommes à la prise de décisions; les gouvernements rendent des comptes et promeuvent, protègent et respectent les droits de l'homme pour tous.

Les objectifs de l'organisation sont : le suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre des plates-formes d'action dans la sous-région, afin d'obliger les gouvernements à rendre des comptes sur les engagements pris à Beijing; la promotion de mécanismes infrarégionaux efficaces pour faire avancer les questions des droits de la femme et de l'égalité des sexes; la promotion de l'efficacité dans la mobilisation, l'affectation et l'utilisation des ressources publiques en matière de services de santé de la procréation et de droits liés à la sexualité et la promotion de la budgétisation soucieuse de l'égalité des sexes; et l'augmentation de la participation des femmes à la lutte contre les causes systémiques des conflits et à la fourniture de modèles innovants pour la consolidation de la paix et le règlement des conflits. Le programme de l'organisation vise à suivre et évaluer la mise en œuvre des plates-formes d'action par les ONG et les gouvernements en Afrique de l'Est, afin de contraindre les gouvernements à rendre des comptes. En outre, des changements de politiques sont nécessaires pour réduire les disparités dans la mise en œuvre des plates-formes d'action.

### **Changements à signaler**

Pas de changement.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Au cours de la période considérée, l'organisation a pris la tête de l'élaboration du rapport de l'Afrique sur la Recommandation générale sur les femmes dans les situations de conflit armé et d'après conflit et sur la situation d'après conflit des femmes africaines. Elle est membre du comité sur le Caucus des femmes africaines, qui rédige chaque année la Déclaration des femmes africaines et coordonne le Caucus des femmes africaines durant les sessions de la Commission de la condition de la femme. L'organisation est régulièrement invitée par la Commission économique pour l'Afrique à participer à des manifestations. Elle a commémoré le 10<sup>e</sup> anniversaire de l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 1325 (2000) au moyen d'une conférence régionale à Kampala en 2010. Elle a

élaboré de solides programmes en faveur des femmes et de la paix, conformément à la résolution 1325 (2000). Elle a travaillé sur la dimension sexospécifique des armes de petit calibre et a plaidé en faveur d'un solide traité sur le commerce des armes tenant compte des sexospécificités.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Depuis 2005, elle organise une manifestation parallèle lors de chaque réunion annuelle de la Commission de la condition de la femme et y assiste. Elle a également assisté aux réunions du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes et de la Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation est membre du Comité africain d'ONG sur la condition de la femme.

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a mené des projets de soutien aux objectifs du Millénaire pour le développement, tels qu'une campagne pour améliorer le financement des programmes de santé maternelle. Elle a étudié et analysé les politiques de santé de la procréation au Kenya et en Ouganda et a publié et diffusé les résultats, se servant des informations recueillies pour attirer l'attention sur la situation. Dans son bulletin d'information, elle a également publié de nombreux articles sur la situation de la santé maternelle en Afrique de l'Est.

#### **Renseignements complémentaires**

L'organisation travaille également avec les jeunes femmes, en les tirant vers le haut afin qu'elles viennent grossir les rangs du mouvement en faveur des femmes. Cela implique la participation à un programme annuel de valorisation de la capacité des femmes à diriger, d'une durée de deux mois, destiné aux jeunes femmes des pays membres de l'organisation.

## **5. Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie van Homoseksualiteit – COC Nederland**

### **Statut consultatif spécial : 2008**

#### **Introduction**

Il s'agit de la plus ancienne organisation de lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres au monde. Elle a été créée en 1946 par d'anciens Résistants de la Seconde Guerre mondiale. Elle a toujours joué un rôle déterminant dans les grandes évolutions sociales et juridiques en faveur des gays et lesbiennes aux Pays-Bas et dans d'autres pays. C'est l'une des principales organisations de lesbiennes et de gays au monde. Elle œuvre en faveur d'une société respectant pleinement chaque individu, indépendamment de son orientation ou identité sexuelle.

### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation œuvre en faveur d'une société, aux Pays-Bas, en Europe et dans le monde entier, dans laquelle les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres auraient les mêmes droits que les autres. Ses principaux objectifs consistent à lutter contre la discrimination sur la base de l'orientation ou de l'identité sexuelle et à œuvrer à l'instauration d'un monde dans lequel les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres seraient acceptés et respectés et pourraient participer dans des conditions d'égalité à la vie de la société, sans avoir à dissimuler leur identité.

### **Changements à signaler**

En 2011, l'organisation a modifié ses statuts en reconnaissant explicitement les transgenres. L'objectif était d'aligner ses statuts sur ses travaux.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation a contribué aux activités de l'Organisation des Nations Unies en soumettant des rapports des parties prenantes au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) pour l'Examen périodique universel, ainsi qu'en communiquant des informations au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Au cours de la période considérée, les rapports portaient sur la situation des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres au regard des droits de l'homme en Serbie (Examen périodique universel, troisième session) et en Géorgie (Examen périodique universel, dixième session), ainsi que sur la situation des lesbiennes et des femmes bisexuelles et transgenres au regard des droits de l'homme en Azerbaïdjan (quarante-quatrième session du Comité), aux Pays-Bas (quarante-cinquième session), en Albanie et en Turquie (quarante-sixième session), à Malte (quarante-septième session) et au Népal (quarante-neuvième session).

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Lors des dixième, onzième et quatorzième à dix-huitième sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève, l'organisation a fait des déclarations durant l'adoption des rapports de l'Examen périodique universel. Elle a également pris part à la neuvième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (octobre 2011), à la Conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (avril 2009), aux quarante-deuxième à quarante-septième et quarante-neuvième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à la réunion de haut niveau consacrée à un examen approfondi des progrès accomplis dans la réalisation de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida et de la Déclaration politique sur le VIH/sida (New York, juin 2011), et aux soixante-troisième et soixante-quatrième sessions de l'Assemblée générale à New York.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation a participé à une Table ronde sur les demandeurs d'asile et les réfugiés en quête de protection en raison de leur orientation ou de leur identité sexuelle, organisée à Genève en septembre-octobre 2010 par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Elle faisait également partie de la délégation des ONG à la 26e réunion du Conseil de coordination du Programme du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), tenue à

Genève, en juin 2010. En 2011, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a organisé la première consultation internationale sur les brimades à l'encontre des élèves lesbiens, gays, bisexuels, transgenres et intersexuels dans les établissements d'enseignement; l'organisation a alors aidé l'UNESCO en diffusant un appel en faveur des pratiques exemplaires.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Parmi les actions menées par l'organisation en soutien de la réalisation de l'objectif 6 (combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies), il y a lieu de citer sa collaboration au projet régional « Prévention et autonomisation au sein de la Communauté d'États indépendants ». Dans le cadre de ce projet, l'organisation a apporté son soutien à plusieurs organisations de lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres dans sept pays afin d'œuvrer en faveur de la diminution du nombre d'infections par le VIH/sida chez les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et chez les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, et d'améliorer leur situation au regard des droits de l'homme. Ce projet s'est achevé en 2011. Cette même année, l'organisation a débuté une collaboration autour d'un nouveau projet, « Bridging the gap », destiné à améliorer la situation au regard des droits de l'homme et à réduire le nombre d'infections par le VIH/sida en Équateur, au Kenya, au Kirghizistan, au Nicaragua, au Tadjikistan, en Ouganda, en Ukraine et en Tanzanie.

## **6. Friends Society in Social Service**

### **Statut consultatif spécial : 2004**

#### **Introduction**

L'organisation est une ONG au service des communautés depuis plus de vingt ans. Dans son domaine d'action, elle privilégie l'éducation fondée sur la sensibilisation, le système sanitaire, les initiatives pour la protection de l'environnement et les soins de santé maternelle et infantile. Elle est au service des plus pauvres parmi les pauvres, sans distinction de caste, de croyance, de race ou de religion.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation s'attache à donner aux groupes vulnérables de la société de sérieuses possibilités d'autonomisation sociale, économique et politique. Son objectif consiste à les aider à atteindre la dignité et à élever leur niveau de vie, ainsi qu'à œuvrer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans les pays et régions les moins avancés d'Asie du Sud et d'Afrique.

#### **Changements à signaler**

L'organisation a mené une action importante pour aider à jeter des ponts d'amour et de solidarité en direction de la population du Darfour, au Soudan, afin de remédier à la situation sociale inhumaine et d'établir une paix durable.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation n'a cessé de mener des actions et de partager les efforts de l'Organisation des Nations Unies sur les questions liées aux objectifs de développement convenus à l'échelle internationale, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement, qui constituent actuellement la base du programme d'action mondial pour le XXI<sup>e</sup> siècle. L'organisation estime qu'un vrai partenariat efficace ne peut exister que si les deux parties jouent un rôle actif, non seulement au moyen du partage d'informations et de documentation, mais également en mobilisant les ressources afin que les ONG de terrain puissent jouer un rôle actif dans la mise en œuvre des projets pour les populations cibles. À cet égard, il est absolument indispensable, à cette étape, d'instaurer un dialogue plus ouvert entre les Nations Unies et les ONG. C'est la seule façon de renforcer la popularité et l'efficacité des objectifs du Millénaire pour le développement.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation a participé et contribué à la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, qui s'est tenue à Doha en novembre et décembre 2008. Elle a également participé à la Conférence internationale du Darfour sur la question de l'eau pour une paix durable, organisée conjointement par l'équipe de pays des Nations Unies au Soudan, l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et le Gouvernement soudanais, qui s'est tenue en juin 2011.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation se réjouit de coopérer avec des entités des Nations Unies, telles que le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'UNESCO et la MINUAD, qui contribuent activement à la paix et à la prospérité dans le monde. À tous les égards, l'organisation se nourrit des connaissances et de l'expérience de ces entités, qu'elle s'efforce ensuite d'utiliser dans son action sur le terrain.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation s'attache à renforcer les capacités des communautés, à renforcer le soutien institutionnel et à améliorer les capacités du secteur de l'eau en matière de gestion, d'exploitation et de maintenance, ainsi que de gestion de l'information. L'objectif global de la politique de l'organisation en faveur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement est de contribuer à améliorer les conditions de santé et de vie de la population. Elle vise également l'amélioration de l'accès des populations d'Inde et du Darfour (Soudan) aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, tout en tenant compte de l'environnement et de la gestion durable des ressources.

### **Renseignements complémentaires**

La « Mission Soudan » de l'organisation est une initiative humanitaire visant à soutenir et faciliter l'accès à l'eau et à l'assainissement, condition sine qua non de la paix et de la prospérité au Soudan. Le projet a pour objectif de satisfaire les besoins en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des populations mal desservies et

vulnérables touchées par le conflit, les inondations, la sécheresse et les épidémies. Il s'agit également d'en faire un instrument de résolution du conflit. En outre, cette initiative instaurera une situation viable et favorable au rétablissement rapide des moyens d'existence et à une paix durable au Soudan.

## **7. Front Line : Fondation internationale pour la protection des défenseurs des droits humains**

### **Statut consultatif spécial : 2004**

#### **Introduction**

Front Line Defenders est la Fondation internationale pour la protection des défenseurs des droits humains.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation a été fondée à Dublin en 2001 avec pour objectif de protéger les défenseurs des droits de l'homme en danger, c'est-à-dire les personnes qui agissent de façon non violente pour que soient respectés un ou plusieurs droits garantis par la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'organisation vise à subvenir aux besoins de protection identifiés par les défenseurs eux-mêmes.

L'organisation favorise la sensibilisation à la Déclaration universelle des droits de l'homme et œuvre pour s'assurer que les principes et normes énoncés dans la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (la « Déclaration sur les défenseurs des droits humains ») sont connus, respectés et mis en pratique dans le monde.

#### **Changements à signaler**

Le nombre de défenseurs des droits de l'homme travaillant pour le compte de l'organisation est passé de 1 400 en 2004 à 4 587 à l'heure actuelle. De ce fait, les domaines et programmes de travail de l'organisation ont connu un développement considérable. L'allocation de subventions pour la protection des défenseurs des droits de l'homme est passée de 270 000 € en 2007 à 488 748 € en 2011. Ces subventions ont permis à l'organisation de participer financièrement aux déménagements des défenseurs des droits de l'homme et de leurs familles, aux soins médicaux, aux frais de justice et au transport des avocats, familles et témoins jusqu'aux tribunaux. Les subventions ont également permis de financer des systèmes de sécurité, tels que des systèmes de télévision en circuit fermé, des enceintes et des abris d'urgence en cas de risques accrus. Comme indiqué dans son précédent rapport, en 2007, l'organisation, conformément à l'engagement pris en 2003, a fait une priorité du lancement d'un programme de formation systématique pour les défenseurs des droits de l'homme sur la sécurité et la protection. Elle poursuit par ailleurs ses travaux dans le domaine de la sécurité informatique. À cet égard, en 2009, l'organisation, en collaboration avec Tactical Technology Collective, a publié « Security in a box », trousse de sécurité comportant des logiciels libres et ouverts évalués par les pairs et des guides pour renforcer la sécurité et la confidentialité des données et des communications. Elle est disponible en ligne et en format papier dans plus de dix langues. En 2011, l'organisation a publié « Manuel de sécurité :

mesures pratiques pour les défenseurs des droits humains en danger ». Il s'agit d'un guide point par point pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité. Il est disponible en ligne et en format papier.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Guidée par la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, l'organisation s'attache à promouvoir la sécurité et la protection des défenseurs des droits de l'homme en danger. Elle continue à proposer un stage régulier au sein du Bureau du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme du Haut-commissariat aux droits de l'homme à Genève. Elle est régulièrement en liaison avec ce dernier et lui transmet les appels urgents des défenseurs des droits de l'homme.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation n'a cessé d'assister aux sessions du Conseil des droits de l'homme, en fournissant des informations sur la situation des défenseurs des droits de l'homme dans le monde et en soutenant activement le renforcement des mesures de protection. Elle a fait des déclarations écrites et orales lors des sessions du Conseil, a soumis 19 rapports dans le cadre de l'examen périodique universel et y a assisté. En mars 2012, elle a assisté à la présentation, par le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, de son rapport au Conseil des droits de l'homme à Genève.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation a travaillé en étroite collaboration avec le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, qui, aux côtés du Rapporteur spécial sur les droits de réunion pacifique et d'association, s'est exprimé lors de la Plate-forme de Dublin pour les défenseurs des droits de l'homme, tenue en septembre 2011. Depuis 2008, l'organisation a lancé 758 appels urgents, tous portés à l'attention du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme. En outre, elle aide le Rapporteur spécial à rencontrer les défenseurs des droits de l'homme des différents continents.

## **8. Geneva Social Observatory**

### **Statut consultatif spécial : 2008**

#### **Introduction**

Il s'agit d'une ONG basée à Genève et ayant une portée internationale.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'objectif de l'organisation consiste à faciliter le dialogue et diffuser des informations sur les questions sociales, et son but est de soutenir le développement social durable en incitant les parties prenantes à se lancer dans la recherche élargie de solutions et de cohérence des politiques. Son action repose sur un processus participatif rassemblant toutes les parties intéressées en terrain neutre afin de rechercher des solutions et politiques cohérentes.

### **Changements à signaler**

L'organisation a mis en place des partenariats informels avec des instituts de recherche en Pologne et en Russie, tout en demeurant axée sur le soutien au système des Nations Unies à Genève.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

En 2008, l'organisation a convoqué un atelier multipartite afin d'élaborer une stratégie contre le diabète et en faveur du bien-être au travail, avec la participation de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de gouvernements, d'ONG, de professionnels de la santé, du secteur privé et du monde universitaire (Genève, 12-13 mars), ainsi qu'un forum multipartite afin d'entériner cette stratégie (15 septembre). En 2009, elle a présenté cette stratégie lors de séminaires, en collaboration avec l'Institut central pour la sécurité au travail de l'Institut national de recherche polonais (Varsovie, 1-2 juin), le Bureau de l'OIT à Ankara (Lac Abant, Turquie, 20-21 juin) et l'Institut pour la santé au travail de l'Académie de médecine de Russie (Moscou, 14-15 septembre). En 2010, l'organisation a convoqué une table ronde sur les enseignements tirés des séminaires sur la stratégie (Genève, 14 mai) et un atelier pour élaborer un plan d'action sur ce même thème (5 juin). En 2011, elle a convoqué trois tables rondes sur la collaboration multipartite et plurisectorielle pour la lutte contre les maladies non transmissibles, à Genève, les 7 avril, 1<sup>er</sup> juin et 17 novembre.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

En 2008, l'organisation s'est appuyée sur les résultats du forum multipartite pour élaborer une stratégie contre le diabète et en faveur du bien-être au travail lors de manifestations organisées en marge de l'Assemblée mondiale de la Santé (14 mai) et de la Conférence internationale du Travail (Genève, 5 juin). En 2009, elle a participé à un colloque public de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) sur le thème « La crise économique mondiale et le développement – perspectives futures » (18-19 mai), à une manifestation en marge du Pacte mondial pour l'emploi (Genève), à l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social sur le thème « Mettre en œuvre les objectifs et engagements convenus au niveau international en matière de santé publique mondiale » (6-9 juillet) et à une manifestation parallèle sur le diabète et le bien-être (Genève). En 2010, elle a participé à un colloque public de la CNUCED intitulé « Faire face aux crises mondiales : nouvelles voies pour le développement » (10-11 mai), à la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement (20-22 septembre), à des manifestations parallèles sur la nutrition, les maladies non transmissibles et le VIH/sida (New York), aux consultations du Conseil des droits de l'homme avec les ONG sur le thème des droits de l'homme et de l'entreprise (Genève, 10 novembre) et aux consultations de l'OMS avec les ONG et le secteur privé sur le thème des maladies non transmissibles (Genève, 1<sup>er</sup> novembre). En 2011, elle a présenté un exposé de principes sur la collaboration multipartite dans la lutte contre les maladies non transmissibles, lors du forum mondial de l'OMS sur le thème « Relever le défi des maladies non transmissibles » (Moscou, 27 avril) et lors d'une audition interactive de la société civile sur les maladies non transmissibles (New York, 16 juin). Cette même année, elle a présenté plusieurs exposés sur les partenariats multipartites lors d'un colloque public de la CNUCED sur le thème « Le commerce et la finance au service des hommes et de la

planète » (Genève, 22-24 juin) et a également participé à des événements en marge de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles (19-20 septembre) et à des consultations avec les ONG du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises (Genève, 2 décembre).

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation n'a pris part à aucune coopération officielle sur des projets spécifiques avec les institutions des Nations Unies. Ses ressources étant limitées, elle se contente de stimuler la recherche de solutions et politiques que son audience devra faire avancer.

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a marqué son soutien aux objectifs du Millénaire pour le développement en assistant aux réunions de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement (New York, 20-22 septembre 2010) et sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles (New York, 19-21 septembre 2011) et en participant à de nombreuses manifestations parallèles.

### **9. Global 2000 (2010) International**

#### **Statut consultatif spécial : 2004**

##### **Introduction**

Global 2000 (2010) International est une ONG ayant son siège à Richardson (Texas, États-Unis) et des filiales en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Kenya, au Libéria, au Pérou, en Sierra Leone et en Tanzanie.

##### **Buts et objectifs de l'organisation**

Sa mission consiste à apporter nourriture et soins à la population, au moyen d'actions de plaidoyer et d'actions humanitaires de terrain. Elle vise la lutte contre l'extrême pauvreté et pour la santé et le bien-être des enfants, des femmes et des hommes des pays pauvres. La santé des enfants, le bien-être des mères et l'éradication des maladies qui privent l'humanité de son potentiel sont des causes qu'il faut défendre au moyen d'efforts concertés de la part du Gouvernement, de la société civile et d'entreprises privées. L'organisation se bat pour cette noble cause.

##### **Contribution à des activités des Nations Unies**

En 2009, l'organisation s'est enregistrée auprès du Ministère de l'intérieur de Tanzanie pour lancer une action humanitaire en partenariat dans tout le pays. Depuis 2010, elle travaille en collaboration avec l'Ambassade des États-Unis à Dar es-Salaam et reçoit des financements de la Banque mondiale, de la *United States Agency for International Development*, de l'Union européenne, et d'autres organismes donateurs du monde entier, afin de s'attaquer à certains points essentiels des objectifs du Millénaire pour le développement et des objectifs pour l'Afrique. En avril 2010, elle a ouvert son Bureau à Dar es-Salaam. Elle coopère avec l'Ambassade des États-Unis à Dar es-Salaam sur la question des enfants rendus

orphelins par le VIH/sida et des autres enfants vulnérables, via le fonds de l'Ambassadeur pour l'initiative portant sur le VIH/sida en Tanzanie. En Ouganda, elle coopère avec l'ONG *Vision Africa* pour fournir de l'eau potable saine au moyen d'unités de filtration SkyHydrant. Elle a lancé la deuxième phase de son programme de microfinancement dans la région ghanéenne de la Volta, en collaboration avec l'ONG *Associates for Sustainable Rural Development*.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation a participé à soixante-troisième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, du 30 août au 1<sup>er</sup> septembre 2010.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Deux membres de l'organisation coopèrent sur plusieurs projets avec la Division du développement durable du Département des affaires économiques et sociales.

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

En 2010, l'organisation a rédigé un mémorandum d'accord à des fins d'échanges culturels et scientifiques entre les universités technologiques de Séoul (Corée), Dar es-Salaam et Mbeya (Tanzanie). En 2009, elle a été à l'origine de la signature d'un mémorandum d'accord avec le Ministère de la santé de Tanzanie pour la prestation de travaux de collaboration et de conseil dans les domaines du VIH/sida et de la santé maternelle et infantile. En avril 2009, elle a expédié trois conteneurs de 40 pieds remplis de fournitures et produits humanitaires, d'une valeur de plus de 2,5 millions de dollars, pour ses différents projets en Tanzanie au départ du port de Dar es-Salaam.

Depuis 2010, elle coopère avec l'Ambassade des États-Unis, par le biais du Bureau de l'Ambassadeur, pour aider les orphelins et autres enfants vulnérables de Tanzanie. Elle a également collaboré avec la *United States Agency for International Development* afin de financer un programme national visant à réduire le nombre de décès dus aux hémorragies du post-partum chez les femmes tanzaniennes, ainsi que les cas de transmission du VIH/sida de la mère à l'enfant.

## **10. Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition**

### **Statut consultatif spécial : 2008**

#### **Introduction**

L'organisation s'attache à réduire la malnutrition au travers de stratégies durables visant à améliorer la santé et la nutrition des populations à risque.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'organisation soutient des partenariats public-privé afin d'améliorer l'accès aux nutriments déficients, qui sont indispensables à la résistance et à la santé des populations, communautés et économies.

### **Changements à signaler**

L'organisation a connu une croissance significative durant les quatre dernières années : elle a renforcé sa présence dans les pays cibles pour améliorer l'efficacité des programmes, avec des bureaux à Kaboul, Dacca, Shanghai (Chine), New Delhi, Nairobi, Abuja et Johannesburg (Afrique du Sud); elle a renforcé sa présence politique et sa fonction de plaidoyer à Washington; et elle a amélioré les capacités techniques et de gestion de son siège. En ce qui concerne ses programmes, elle a redoublé d'efforts sur la question de la nutrition au cours de la fenêtre de 1000 jours et travaille sur des approches fondées sur le marché pour intégrer la nutrition à l'agriculture.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Les travaux de l'organisation contribuent à l'objectif des Nations Unies consistant à aider les nations à améliorer la vie des pauvres et à vaincre la faim et la maladie. De 2008 à 2011, l'organisation a approuvé des projets dans 14 pays en développement d'Afrique et d'Asie. Ses programmes concernent plus d'un demi milliard de personnes dans 30 pays, dont 253 millions sont des femmes et des enfants.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation participe en tant qu'observateur aux réunions de la Commission du Codex Alimentarius et est l'un des principaux acteurs de l'initiative « Renforcer la nutrition ». De plus, elle a participé aux réunions suivantes : réunion plénière « Toutes les femmes, tous les enfants » (New York, septembre 2011), réunion et atelier de haut niveau sur l'initiative « Renforcer la nutrition » (New York, septembre 2011), réunion de lancement des partenaires du Comité permanent de la nutrition (Rome, décembre 2010), réunion de haut niveau pour le lancement du processus de mise en œuvre de l'initiative « Renforcer la nutrition » (New York, septembre 2010), 27<sup>e</sup> réunion du Conseil de coordination du Programme ONUSIDA (Genève, décembre 2010), Sommet mondial sur la sécurité alimentaire (Rome, novembre 2009), réunion convoquée par l'UNICEF, l'OMS et l'initiative « Fortification de la farine » sur la mise en œuvre en Asie des recommandations sur la fortification de la farine de blé (Manille, novembre 2009), et réunion du Comité permanent (Bangkok, octobre 2009).

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation travaille en étroite collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM) sur la coordination des actions et la mise en œuvre des programmes au niveau national. Il y a lieu de citer, parmi leurs projets conjoints, la création en Afghanistan des capacités de production locale de compléments nutritionnels lipidiques, la fortification de la farine de blé et de l'huile végétale en Égypte, ainsi que l'intégration de la nutrition aux programmes de lutte contre le VIH dans la région du Tamil Nadu (Inde).

La collaboration est tout aussi étroite avec l'UNICEF, comme le montre le partenariat UNICEF – Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition en faveur de l'iodation universelle du sel dans 13 pays. Figurent, parmi leurs projets conjoints, la fortification de l'huile végétale au Bangladesh, ainsi que des actions de

communication et de sensibilisation en faveur de la fortification de la farine de blé au Kazakhstan.

Le président du Conseil d'administration de l'organisation est membre de la Commission de l'information et de la responsabilisation en matière de santé de la femme et de l'enfant. L'organisation participe activement aux réunions de coordination avec le coordinateur de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et apporte régulièrement sa contribution aux réunions techniques sur la nutrition. Elle a notamment participé à un atelier de l'OMS pour l'élaboration d'un répertoire des indicateurs pour le suivi et l'évaluation des interventions portant sur les micronutriments (janvier 2010), à une consultation OMS/UNICEF/PAM/HCR sur les programmes de gestion de la malnutrition modérée chez les enfants de moins de cinq ans (Genève, février 2010) et à une consultation de l'OMS sur les estimations mondiales des carences en micronutriments (7-9 décembre 2010). L'organisation est membre du comité des partenaires de l'OMS sur les orientations fondées sur des données factuelles pour renforcer les actions nutritionnelles efficaces et sûres, créé en avril 2011. En outre, elle intensifie son engagement auprès de l'ONUDI afin de soutenir le développement de l'industrie alimentaire.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Au travers de ses programmes d'amélioration de la nutrition pour les populations vulnérables, l'organisation contribue directement à la réalisation des objectifs 1, 4 et 5 des objectifs du Millénaire pour le développement. En date de juin 2011, les projets à grande échelle de l'organisation en matière de fortification ont aidé les gouvernements et industries du Bangladesh, du Brésil, du Cambodge, de Chine, de Côte d'Ivoire, de Géorgie, du Ghana, d'Inde, d'Indonésie, du Kazakhstan, du Kenya, du Mali, du Maroc, du Mozambique, du Nigéria, du Pakistan, du Sénégal, d'Afrique du Sud, d'Ouganda, de Tanzanie, d'Ouzbékistan et du Viet Nam, afin qu'ils fournissent à de nombreuses populations des aliments de base enrichis des vitamines et minéraux essentiels. Dans le même temps, l'organisation a coopéré avec des entreprises locales, les gouvernements et des ONG au Bangladesh, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Inde, au Kenya et aux Philippines pour l'élaboration de compléments nutritionnels fortifiés en fonction des besoins, afin de garantir une nutrition optimale des enfants de 6 à 24 mois.

## **11. Global Hand**

### **Statut consultatif spécial : 2008**

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Entre 2008 et 2011, l'organisation a travaillé en partenariat avec les Nations Unies pour créer le site Web des partenariats entre les Nations Unies et les entreprises ([www.business.un.org](http://www.business.un.org)). L'accord juridique a été signé en mars 2009. Le site Web a été lancé en anglais en janvier 2010, puis dans les cinq autres langues officielles en juin 2010. Entre 2005 et 2011, l'organisation a consulté au moins 20 entités du système des Nations Unies pour s'assurer que le site Web reflétait bien les intérêts de chacune d'entre elles. À la fin de l'année 2011, 31 entités avaient utilisé le site Web, ce qui représentait des partenariats potentiels dans les domaines suivants :

promotion de l'amélioration du niveau de vie; projets stratégiques pour augmenter l'emploi dans les régions à faibles revenus; facilitation des projets de coopération culturelle; approfondissement des objectifs en matière d'éducation; renforcement de la prestation de soins de santé; et redressement des communautés après l'urgence.

Dans les deux semaines qui ont suivi son lancement en janvier 2010, le site Web avait contribué à collecter des fonds à hauteur de 7 millions de dollars pour le Fonds central pour les interventions d'urgence.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation n'a participé à aucune réunion officielle du Conseil économique et social. Elle a, en revanche, participé à des réunions organisées par des entités du système des Nations Unies. En 2008, elle a envoyé des représentants à la réunion des agents de liaison des Nations Unies avec le secteur privé, tenue à Genève (2-3 octobre); son Président international s'est exprimé au sein du groupe de travail sur le renforcement des plates-formes de communication des Nations Unies et a présenté une partie du programme sur le thème du nouveau site Web pour les partenariats entre les Nations Unies et les entreprises. En 2009, l'organisation a envoyé des représentants à une réunion du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, tenue à New York (26 mars); son Président international s'est exprimé au sujet de ce que l'organisation avait à offrir aux Nations Unies et aux ONG. Ses représentants ont également assisté au Forum annuel des réseaux locaux du Pacte mondial, à Istanbul (Turquie), les 9 et 10 juin. Le personnel de l'organisation a apporté son concours au personnel du Pacte mondial pour la logistique de la manifestation. Son Vice-président a assisté à la Conférence de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur la création de partenariats destinés à la mobilisation de ressources pour le développement, tenue les 5 et 6 novembre à Genève et y a présenté un exposé intitulé « Le nouveau programme de partenariat commercial de l'ONU ». En 2010, son Président international a présenté, lors d'une table ronde organisée par le Pacte mondial, le thème des partenariats commerciaux de l'ONU, dans le cadre du Forum économique mondial de Davos (Suisse). Cette même année, des représentants de l'organisation ont assisté au Sommet des dirigeants sur le Pacte mondial, tenu à New York (23-25 juin), présenté le site Web consacré aux partenariats commerciaux de l'ONU aux délégués et apporté leur concours au Pacte mondial en promouvant le site Web. Ils ont également assisté à une réunion du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, tenue à New York (2 juillet). En 2011, le Président international a assisté à une manifestation privée du Pacte mondial sur le thème « Co-creating new forms of United Nations/business partnerships : increasing scale and impact », dans le cadre du Forum économique mondial de Davos. Des représentants de l'organisation ont assisté à la réunion du Dispositif mondial pour la réduction des risques de catastrophe, tenue à Genève (8-13 mai), et son Directeur des normes et de la recherche a présenté, dans le cadre de l'« Ignite stage », une session sur la participation du secteur privé à la réduction des risques de catastrophe, et a contribué à fournir une plate-forme du secteur privé. En effet, son stand sur la « Place de marché » a servi de point de rencontre du secteur privé durant toute la manifestation. Les représentants de l'organisation ont également assisté à la réunion des agents de liaison des Nations Unies avec le secteur privé, à Paris (12-13 avril), durant laquelle ils ont contribué à définir le programme de la session plénière

intitulée « Enhancing the United Nations/business partnership gateway, (www.business.un.org) ».

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

De plus, l'organisation a coopéré avec le Secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles pour l'élaboration d'un document destiné à présenter aux chefs d'entreprises l'intérêt qu'ils ont à participer à la prévention des catastrophes naturelles. Ce document sera publié en 2012. Ce partenariat avec le Secrétariat de la Stratégie a débuté en 2010.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

En 2010, l'organisation a lancé une nouvelle version de son site Web (www.globalhand.org), afin de promouvoir davantage de partenariats stratégiques entre les entreprises et les organisations caritatives, en faveur du développement durable et des objectifs du Millénaire pour le développement. L'organisation a facilité des partenariats pour des organisations caritatives travaillant dans les domaines suivants : formation de revenu à l'intention des pauvres, VIH/sida, soins de santé maternelle, éducation primaire, nutrition et sécurité alimentaire. En outre, l'organisation a favorisé la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en facilitant le travail de diverses entités du système des Nations Unies au moyen du site Web business.un.org précité.

## **12. Global Policy Forum**

### **Statut consultatif spécial : 2000**

#### **Introduction**

Il s'agit d'une organisation à but non lucratif exonérée d'impôts fondée en 1993. Son siège se situe en face du siège des Nations Unies à New York. Elle a une filiale en Europe, à Bonn (Allemagne).

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

Sa mission est de suivre l'élaboration des politiques à l'ONU, de contribuer à la tenue des engagements pris au niveau mondial, d'éduquer et de mobiliser les citoyens du monde et de connaître les questions extrêmement importantes que sont la paix et la justice internationales.

L'organisation s'emploie très activement à travailler en réseau avec d'autres ONG afin de constituer d'importantes coalitions d'organisations actives dans les domaines de la recherche et de la communication. En outre, elle entretient des liens étroits avec le personnel de l'ONU et de ses institutions, ainsi qu'avec les membres des délégations.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Au cours de la période considérée, toutes les activités de l'organisation ont contribué à la réalisation des objectifs des Nations Unies. Le site Web de l'organisation constitue une importante source d'information pour les étudiants, les

universitaires, les journalistes, les délégations, les ministères des affaires étrangères, et bien d'autres personnes souhaitant en savoir plus sur l'ONU. On y trouve des renseignements et analyses sur différents sujets liés à l'action de l'ONU, notamment sur la réforme et les finances des Nations Unies, sur le Conseil de sécurité, sur la politique sociale et économique de l'ONU, sur les ONG et l'ONU, et sur la justice internationale. De 2008 à 2011, le site Web a attiré plus de 100 000 visiteurs par mois. Y figurent des documents introuvables ailleurs comme de nombreux tableaux et graphiques sur les finances des Nations Unies, qui sont utilisés dans le monde entier et considérés comme fiables par les experts.

L'organisation a également mené des recherches inédites dans ses domaines d'action et a organisé un programme très actif de stages permettant à de jeunes talents d'observer le fonctionnement des Nations Unies. Plus de 80 stagiaires originaires de plus de 20 pays ont participé au programme. En outre, l'organisation a participé à des forums des Nations Unies, par le biais de déclarations orales et écrites, notamment : une lettre adressée au Conseil de sécurité sur la question des détenus en Irak (22 avril 2008); une déclaration de son directeur, M. James Paul, devant le Conseil économique et social, sur la coopération internationale en matière de fiscalité (26 avril 2011); et une déclaration de principe devant l'Assemblée générale, au nom du Groupe de travail des ONG sur l'alimentation et la lutte contre la faim (septembre 2011).

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Le personnel de l'organisation assiste régulièrement aux séances publiques du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Au cours de la période considérée, l'organisation a également organisé et participé à de nombreuses autres réunions et manifestations liées aux travaux des Nations Unies. Les réunions et conférences qu'elle a organisées sont les suivantes : « The right to food : how can the United Nations respond to the global food crisis? » (New York, 23 avril 2008); « Financing the United Nations : more effective funding for global priorities » (New York, 11 février 2009); « Enabling equitable and sustainable development : the International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development » (New York, 7 mai 2009, manifestation en marge de la dix-septième session de la Commission du développement durable, coparrainée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le PNUE, l'UNESCO, le Rapporteur spécial sur le droit à une alimentation suffisante en tant que droit de l'homme, et les Gouvernements suisse et français); « Agriculture, food and climate change : the challenge of sustainable food production » (New York, 22 septembre 2009); et « Nurturing development : the role of innovative financing for development and its implications of economic governance » (New York, 6 décembre 2011).

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation travaille en étroite coopération avec des entités du système des Nations Unies, notamment le personnel des Nations Unies, de ses institutions et programmes, ainsi que les représentants des États Membres. Elle a convoqué le Groupe de travail des ONG sur le Conseil de sécurité, qui regroupe environ 30 grandes ONG, pour une série de réunions avec chaque ambassadeur siégeant au Conseil de sécurité; au cours de la période considérée, elle a organisé plus de 130 réunions de ce type à New York. Elle a également convoqué un groupe de

travail sur les relations entre les Nations Unies et les ONG, rassemblant les représentants des principales ONG et basé au siège de l'ONU.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

De par ses travaux sur l'alimentation et la lutte contre la faim dans le monde, l'organisation soutient les objectifs du Millénaire pour le développement. Ces travaux prennent deux formes :

a) L'organisation coordonne le Groupe de travail des ONG sur l'alimentation et la lutte contre la faim, qui regroupe 12 organisations. Elle organise des réunions de sensibilisation entre les membres et des décideurs clefs de l'ONU;

b) Elle organise également des manifestations publiques visant à sensibiliser la communauté des Nations Unies aux questions de l'alimentation et de la lutte contre la faim.

## **13. Global Workers Justice Alliance**

### **Statut consultatif spécial : 2008**

#### **Introduction**

Il s'agit d'une organisation à but non lucratif, basée à New York, qui mène des actions au Mexique et en Amérique centrale, par le biais d'un réseau transfrontalier de militants et de ressources.

#### **Buts et objectifs de l'organisation**

Pas de changement.

#### **Changements à signaler**

L'organisation n'a cessé de croître depuis l'obtention du statut consultatif. En 2010, elle a coopéré avec trois autres organisations de la société civile sur un projet triennal conjoint baptisé « *Jornaleros secure and fair employment* », visant à enquêter sur les recrutements abusifs, au Mexique, de travailleurs agricoles migrants temporaires titulaires de visas H-2A. Toujours en 2010, l'organisation a perçu une subvention de l'Initiative sur les migrations internationales et la mobilité humaine de la *MacArthur Foundation* pour la réalisation d'une étude exploratoire sur les travailleurs migrants temporaires, afin de déterminer la catégorie de visas utilisée pour faire entrer les travailleurs migrants aux États-Unis et le nombre de travailleurs concernés, ainsi que de comprendre comment ils travaillent du point de vue de l'administration, des employeurs et des travailleurs, pour identifier tout abus.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

En 2010, l'organisation a présenté des rapports sectoriels, dont un en collaboration avec le *Centro de los Derechos del Migrante*, en prévision du rapport de l'examen périodique universel, au Conseil des droits de l'homme (mars) et un autre sur les droits des travailleurs migrants, lors de la neuvième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, en collaboration avec sept autres organisations de la société civile basées aux États-

Unis (novembre). En 2011, elle a présenté des rapports sectoriels, en collaboration avec la *Immigrant Justice Clinic* de l'*American University Washington College of Law*, dont un sur le deuxième rapport périodique du Mexique, lors de la quatorzième session du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (avril), et un autre à ce même Comité lors de la journée de discussion générale sur le thème : « Les travailleurs migrants en situation irrégulière et les membres de leur famille » (septembre). Les représentants de l'organisation ont assisté aux réunions suivantes aux États-Unis : réunion de stratégie sur la contribution de la société civile aux politiques migratoires et de développement (New York, 17 mai); briefing téléphonique de la société civile des États-Unis sur le Forum mondial sur la migration et le développement de 2011 (15 novembre). En outre, à la demande du Chef du Bureau de coordination, le Directeur exécutif faisait partie du « groupe de consultation » des Journées de la société civile du Forum mondial sur la migration et le développement et a commenté le document de réflexion de la société civile pour le Forum mondial.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

En 2009, les représentants de l'organisation ont assisté à la huitième réunion de coordination sur les migrations internationales (New York, 17 novembre) et son Directeur de programme pour le Mexique faisait partie des délégués lors des Journées de la société civile du Forum mondial sur la migration et le développement (Athènes, 1-3 novembre). En 2010, il était aussi délégué lors des Journées de la société civile de ce même Forum (Puerto Vallarta, Mexique, 8-9 novembre). En 2011, les représentants de l'organisation ont assisté à un débat thématique informel sur les migrations internationales et le développement (New York, 19 mai), et son Directeur exécutif était délégué lors des Journées de la société civile du Forum mondial (Genève, 29-30 novembre).

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

En novembre 2011, l'organisation et un membre du *Global Workers Defender Network* du Guatemala ont rencontré les responsables de la Division « Migration de main d'œuvre » de l'Organisation internationale pour les migrations, afin d'examiner les questions de « justice portable » dans le cadre du programme sur le recrutement de travailleurs temporaires. L'organisation a proposé sa coopération pour réparer les violations des droits des travailleurs et contribuer à rétablir la crédibilité et la transparence du programme.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Conformément à l'objectif 1, cible 1.B, des objectifs du Millénaire pour le développement (« Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif »), l'organisation a mené les activités suivantes :

a) En écho à la deuxième table ronde du débat thématique informel de mai 2011 sur les migrations internationales et le développement, qui portait sur le thème « Améliorer la coopération internationale en matière de migrations et de développement », l'organisation a créé un réseau transnational de militants afin de

s'assurer que les migrants sont en mesure d'accéder à la justice du pays d'accueil une fois de retour dans leur pays d'origine;

b) L'organisation participe à l'Action mondiale des peuples sur les migrations, le développement et les droits de l'homme, dans le cadre de laquelle elle a pris part à des ateliers sur les droits des travailleurs migrants transnationaux;

c) L'organisation mène une action auprès de la société civile aux États-Unis afin d'exiger la transparence dans les statistiques officielles du Gouvernement sur l'immigration.

## **14. Good Neighbors International**

### **Statut consultatif général : 1996**

#### **Introduction**

Il s'agit d'une organisation indépendante, internationale, à but non lucratif, axée sur le secours et le développement, qui fournit une aide humanitaire aux plus pauvres et aux plus vulnérables. Elle s'efforce de parvenir aux objectifs du Millénaire pour le développement au moyen de projets de développement communautaire et d'actions de sensibilisation et de secours. Elle promeut et protège les droits de l'enfant et des membres des communautés en menant des programmes dans les domaines suivants : protection de l'enfance, éducation, santé, eau et hygiène, formation de revenu et constitution de réseaux. Ces quatre dernières années, l'organisation a connu une évolution considérable, avec sept pays et 88 projets supplémentaires. Elle travaille actuellement dans 28 pays, au travers de 159 projets communautaires, avec un budget annuel de 70 millions de dollars, 2 635 salariés et 21 069 bénévoles.

#### **Changements à signaler**

L'organisation a élargi son champ d'action en ajoutant à ses statuts des programmes d'entreprise sociale et de thérapie pour les troubles post-traumatiques.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation a contribué à des activités des Nations Unies en se chargeant du développement durable de communautés défavorisées, en promouvant la culture de la paix et en protégeant les droits des enfants et des autres groupes vulnérables. En coopération avec des organismes des Nations Unies, tels que le PAM, des gouvernements, des donateurs individuels et des membres des communautés locales, l'organisation a mis en œuvre des projets participatifs de développement communautaire allant de l'amélioration de l'infrastructure sociale à la formation de revenu. Ses projets ont permis à certaines communautés locales de devenir autonomes grâce au développement économique et au progrès social.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

De 2008 à 2011, des représentants de l'organisation ont assisté à au moins 27 réunions officielles des Nations Unies, en particulier à toutes les sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme et du Comité des droits de l'enfant. L'organisation a également envoyé une délégation annuelle à la Conférence annuelle

du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales. De plus, elle a participé à la consultation annuelle PAM-ONG depuis 2010, à la consultation annuelle HCR-ONG depuis 2009 et à la réunion consultative de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique en 2010.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

En 2011, l'organisation a lancé, en partenariat avec le PAM, un programme de développement triennal au Népal et au Rwanda, baptisé « Food for new village ». De 2008 à 2010, elle a distribué 21 tonnes de nourriture à 1 800 familles de sept villages tchadiens. Elle a mené des actions de secours post-catastrophes en Haïti, au Japon et au Myanmar, en coopération avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

**Objectif 1.** Au total, 436 702 membres de communautés répartis dans 16 pays ont pris part à des projets de formation de revenu et à des activités de coopération, et 5 542,8 tonnes de nourriture ont été distribuées à 364 852 enfants et leurs familles dans 14 pays, en particulier dans des régions sinistrées, telles que la République populaire démocratique de Corée.

**Objectif 2.** Au total, 388 096 enfants de 25 pays ont reçu un soutien pour l'enseignement primaire, sous forme de cours, de matériel ou de repas. L'organisation gère 52 écoles primaires et 24 bibliothèques et a aidé 1 690 écoles publiques et privées et 63 bibliothèques.

**Objectif 3.** Au total, 28 942 femmes et filles de 10 pays ont participé à des actions de sensibilisation à l'égalité des sexes, et 19 200 femmes de six pays ont suivi des cours d'alphabétisation.

**Objectif 4.** Des services médicaux et des compléments nutritionnels ont été fournis à 390 541 bébés et enfants de moins de 5 ans dans 15 pays, par le biais des crèches et garderies de l'organisation.

**Objectif 5.** En gérant 8 hôpitaux et 15 cliniques dans 15 pays, l'organisation a fourni des services médicaux, notamment des échographies, à 83 052 femmes enceintes.

**Objectif 6.** Elle a organisé un dépistage des infections parasitaires, ainsi que des actions de sensibilisation aux parasites infectieux auprès de 62 347 membres de communautés dans 14 pays, et elle a distribué les médicaments essentiels à 75 227 personnes dans neuf pays. Ses campagnes de sensibilisation et programmes d'éducation au VIH/sida ont atteint 49 821 personnes dans 10 pays. Afin de créer un environnement sain et sûr et de prévenir les maladies transmises par l'eau, l'organisation a installé 1 028 puits dans neuf pays et 1 050 toilettes dans 10 pays, et elle a distribué 11 770 purificateurs d'eau dans huit pays.

**Objectif 7.** Dans un souci de développement durable et respectueux de l'environnement, elle a installé des fours écologiques au Guatemala, distribué des accumulateurs de chaleur à bon rendement énergétique en Mongolie et construit un barrage hydroélectrique au Tadjikistan.

**Objectif 8.** L'organisation a adopté l'initiative baptisée « Appropriate technology initiative », en étroite collaboration avec des établissements d'enseignement, des entreprises et des pouvoirs publics, afin de fournir des solutions innovantes pour le développement durable et la formation de revenu, telles que la construction en terre et les accumulateurs de chaleur. Elle a joué un rôle de premier plan dans le « Global corporate social responsibility project », en soutenant la participation du secteur privé au développement social dans 7 pays. De plus, elle a facilité l'accès à l'information de 87 141 personnes dans 15 pays en les formant à l'informatique.

## 15. Hope Worldwide

### Statut consultatif spécial : 1996

#### Changements à signaler

L'organisation travaille désormais dans 69 pays. Pour gagner en efficacité sur le plan mondial, elle a instauré un Conseil de coordination mondial et trois départements, à savoir : santé et services sociaux, secours en cas de catastrophe et services communautaires.

#### Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation s'est attaquée aux objectifs du Millénaire pour le développement dans 69 pays, dans les quatre grands domaines suivants : santé, enfants orphelins et vulnérables, services sociaux et secours en cas de catastrophe. Ses travaux vont de programmes basés sur les infrastructures, tels que le Sihanouk Hospital Center of Hope au Cambodge, à des interventions communautaires mobilisant des milliers de bénévoles, qui concernent 9,5 millions de bénéficiaires. En moyenne, 86 000 bénévoles fournissent pratiquement 6,4 millions d'heures de travail par an.

#### Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a réalisé une présentation sur la gestion des soins d'urgence en cas de catastrophe, lors d'une conférence organisée par l'OMS et le Ministère de la santé d'Indonésie (avril 2009), a participé à des conférences sur l'Afghanistan organisées par le Parlement européen, la Commission européenne et le réseau ENNA (European Network of NGOs in Afghanistan) (Bruxelles, novembre 2009), et est membre du British and Irish Agencies in Afghanistan Group. Lors de la troisième session du Dispositif mondial pour la réduction des risques de catastrophe, elle a fait une présentation sur le thème « Investing for a pre-disaster urban children disaster risk reduction » (Genève, mai 2011). Elle a également assisté à des réunions avec les différents responsables de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et avec le Sous-Secrétaire général à la réduction des risques de catastrophe, à Genève, en 2011. Elle fait partie des groupes d'intervention du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et est représentée au sein du Comité directeur du Regional Interagency Task Team (RIATT, équipe de travail régionale inter-agences) sur les enfants et le sida pour l'Afrique australe et orientale. Elle a mené des travaux de recherche sur la demande croissante de services de santé maternelle et de soins aux enfants, pour le Ministère de la santé publique d'Afghanistan, avec un financement de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI). Elle est membre du Réseau africain des enfants orphelins ou en

danger et est un partenaire de premier plan du programme « Life for a child » de la Fédération internationale du diabète, qui concerne 37 pays.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

En 2008 et 2009, l'organisation a réalisé une enquête épidémiologique nationale sur les facteurs de risque du diabète et des maladies non transmissibles en Papouasie-Nouvelle-Guinée, avec un financement de l'OMS. Suite aux graves inondations au Pakistan en 2009, elle a porté secours à 10 850 personnes, avec l'aide du Fonds d'intervention pour les urgences humanitaires et du PAM pour les denrées alimentaires. En 2011, elle a largement participé aux campagnes d'éducation menées par les Nations Unies en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Elle fait partie des groupes d'intervention du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, sur les questions de santé, de protection, de nutrition et d'éducation, et a consulté l'UNICEF pour ses programmes de développement du jeune enfant en Afrique du Sud. L'organisation a tenu des réunions de haut niveau avec des responsables du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et avec le Sous-Secrétaire général à la réduction des risques de catastrophe en 2011, et est devenue partenaire officiel du HCR en Malaisie après avoir fourni des soins de santé au réfugiés pendant cinq ans, dans le cadre de son programme de protection.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

**Objectif 1.** L'organisation fournit nourriture et nutrition à 3 millions de personnes dans 10 pays, en Afrique, en Asie et en Amérique Latine, au travers de ses programmes communautaires en cours, et elle apporte des secours suite aux conflits, séismes, cyclones, inondations et tsunamis en Asie, en Afrique et à Haïti. Elle a fourni des services sanitaires et sociaux de lutte contre la pauvreté à 9 millions de personnes dans 69 pays.

**Objectif 2.** L'organisation a soutenu les crèches et l'enseignement primaire à destination de 520 000 enfants dans 32 pays. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, cela s'est traduit par la création de bibliothèques dans plus de 20 % des écoles et par l'attribution de bourses aux enfants pauvres.

**Objectif 3.** Partant du principe que les femmes sont souvent les principaux agents du changement dans les communautés, l'organisation a travaillé avec des foyers dirigés par les femmes dans plusieurs pays, dont le Pakistan et la Zambie.

**Objectifs 4 et 5.** L'organisation assure des soins de santé maternelle et infantile dans des pays de l'hémisphère Sud, y compris de l'éducation sanitaire pour les femmes enceintes, des formations de sage-femme et de soins néonataux, ainsi que l'accès aux orphelinats pour les bébés abandonnés. Elle a réalisé une étude pilote sur la santé maternelle et les soins aux enfants, pour le Ministère de la santé publique d'Afghanistan. Elle est un partenaire de premier plan du programme de la Fédération internationale du diabète, qui aide 8 000 enfants dans 37 pays.

**Objectif 6.** L'organisation a aidé plus d'un million de personnes concernées par le VIH/sida dans 15 pays, au travers d'initiatives allant de la création de cliniques spécialisées à l'aide aux orphelins et aux familles. Elle a contribué à la baisse de 89 % du taux d'incidence du paludisme sur l'île de Nias, en Indonésie, grâce à l'éducation et la formation.

**Objectif 7.** En Indonésie, l'organisation forme les mères et les jeunes femmes au recyclage, afin de confectionner des produits commercialisables qui, tout en étant bons pour l'environnement, augmentent les revenus de la famille.

**Objectif 8.** L'organisation est engagée dans des partenariats multisectoriels à l'échelon mondial, régional et national. Cela se traduit par : la participation aux groupes d'intervention et aux manifestations internationales du Bureau de la coordination des affaires humanitaires; la présentation de pratiques exemplaires lors de conférences des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe; la coopération avec des donateurs bilatéraux et multilatéraux, tels que les agences américaine et australienne pour le développement international et la Banque asiatique de développement, et avec des entreprises, telles que Coca-Cola et Shell.

---